

# Alternatives à la rétention ou forme alternative de rétention ?

## Une revue de la littérature

Lydia Asnoun\*  
Institut d'études politiques Lyon

### Abstract

Cette revue vise à fournir une analyse aussi exhaustive que critique des pratiques européennes actuelles en matière d'alternatives à la rétention des migrants. La littérature révèle ainsi que leur application s'inscrit en porte-à-faux avec l'objectif officiel qu'elles ont pourtant vocation à poursuivre. En effet, bien que plusieurs options existent en théorie, leur application est soit très limitée, soit orientée prioritairement vers les procédures dont la dimension coercitive est manifeste. Ce choix est d'autant plus intrigant que les alternatives plus respectueuses des libertés possèdent de nombreux avantages. Mais aux bénéfiques économiques, financiers, psychosociaux et humains qu'elles comportent s'oppose un climat politique qui se plaît à maintenir le *statu quo* sur la question.

Ce constat révèle que les alternatives telles qu'envisagées dans certains pays de l'UE s'inscrivent davantage dans le prolongement de la rétention plutôt que dans une rupture — un constat par ailleurs parfaitement illustré par l'exemple luxembourgeois très parlant de la SHUK (Structure d'Hébergement Urgent au Kirchberg). La SHUK pose ainsi une question politique très claire: cherche-t-on réellement à mettre en place des alternatives à la rétention, ou cherche-t-on plutôt à développer des alternatives à l'accueil?

**Mots clés** : Rétention, alternative à rétention, risques psychosociaux, humains et financiers, migrants

\*Auteur principale : Travail réalisé au sein de Fondation Caritas Luxembourg en tant que stagiaire dans le cas du projet Ubuntu, sous l'encadrement de Ndzebir Andrew V., PhD.

*Les propos soulevés dans cet article n'engagent que son auteur et ne reflètent pas forcément l'avis de Caritas Luxembourg*